Idéologie métropolitaine de la densification urbaine

Nature… contre-nature

Guillaume Faburel, UMR Triangle, Université Lyon 2

Journée d'étude du Laboratoire LIEU, 13 juin 2022 Aix-en-Provence
L'objectif ZAN nouvel horizon du réaménagement des territoires ?

Le Zéro artificialisation nette nourrit bien des débats. Entre sobriété foncière et développement local, il s'agirait de tendre vers la division par deux des espaces destinés à l'urbanisation. Cependant, par-delà les récentes demandes d'accompagnement et surtout d'assouplissement de la part des petites collectivités, certains présupposés demeurent largement imposés. Le tout premier est le parti pris même de la densification pour lutter contre l'artificialisation des terres, contre la dégradation des écosystèmes, contre l'érosion de la biodiversité. Et, en arrière plan, le prétendu désir socialement partagé de toutes et tous vivre dans la densité. Là serait le « nouveau » dessein pour notre habiter. Voilà bien deux assertions renvoyant à des réalités marchandes bien implantées et à leur corolaire, un environnementalisme gestionnaire leur servant d'adoucissant. Et si, tel le pharmakon, loin d'être la solution, la densité était, écologiquement, mais également socialement et politiquement, le problème, et ce depuis quelques temps maintenant ? Plutôt que de concentrer, ne faudrait-il pas, sous certaines conditions bien évidemment, envisager rapidement… de déconcentrer ?

1. Sensation de saturation et désamour croissant de la densité

Le désamour pour les grandes concentrations est fort bien installé. Pas simplement mis à nu au moment de la pandémie et des effets assez évidents en la matière[1], il est relayé depuis maintenant plus de cinquante ans (le Lannou, 1967[2] ; Lajugie, 1974[3]). Et il est à ce jour grandissant, attesté par les données officielles. Les espaces plus ouverts et moins denses ont le pourcentage de croissance démographique le plus élevé de 2007 à 2017, lorsque, dans le même temps, 15 des 22 métropoles françaises ont vu leur population certes légèrement mais tout de même diminuer. Et ceci vient d'être une nouvelle fois confirmé par les récentes données de l'Insee, concernant particulièrement l'attractivité des petites villes et bourgs dits ruraux[4]. Aux Etats-Unis, on parle même de *Great Migration 2020* par choix d'habiter de manière moins massifiée. Et, loin d'être uniquement mu par un romantisme bourgeois, ce désir traverse de plus en plus de milieux sociaux si l'on suit cette fois-ci les enquêtes de l'Union sociale pour l'habitat, avec demandes HLM croissantes pour habiter des petites villes (2019). A cette aune, une enquête de février 2020 de l'Observatoire société et consommation indiquait que 74 % des Français trouvant leur commune trop dense souhaitaient vivre ailleurs.

Et pourtant, lorsqu'il s'est agi par le ZAN de promouvoir la densité urbaine à des fins environnementales (plus que relatives, nous y reviendrons), la faible désirabilité en la matière n'a que peu suscité d'émotions et encore moins de discussions. Il est vrai que les

[1] Geoffrey West, 2017, *Scale. The universal laws of growth, innovation, sustainability and the pace of life in organisms, cities, economies, and companies*, Penguin Press.
[2] Maurice Le Lannou, 1967, *Le déménagement du territoire. Rêverie d'un géographe*, Seuil.
[3] Joseph Lajugie, 1974, *Les Villes moyennes*, éditions Cujas.
[4] Chantal Brutel, 2022, « La croissance démographique s'atténue dans presque toutes les régions entre 2014 et 2020 », *Insee Focus*, n°282.

représentations sociales de l'habiter urbain n'occupent que fort peu la recherche et que les ressentis de la vie citadine sont finalement assez peu observés alors même que soumis à quelques mutations d'envergure depuis plusieurs années. Et ce n'est pas la consultation par formulaires interposés, remplis par un peu plus 1 000 personnes, puis les « discussions » à 70 lors de démarche ministérielle *Habiter la France de demain* en 2021-2022 qui ont fait office de prise en compte d'un sujet pourtant des plus brûlants pour nos devenirs.

Voici en guise d'exemple ce qui ressort notamment d'une enquête menée en 2019 à Marseille, Montpellier, Narbonne, Nîmes et Toulouse : 30 % des enquêtés y disaient vouloir quitter la ville principalement pour cause de dégradation environnementale, et notamment des canicules estivales[5]. Les mutations de l'aménagement, les constructions à foison, les concentrations ainsi produites s'accompagnent d'un épuisement croissant, physique et mental, voire d'une saturation de plus en plus clairement énoncée, s'exprimant notamment par :

- la perception d'une accélération sans frein de l'urbanisation ;
- la sensation de suffocation dans un environnement de plus en plus minéralisé ;
- le sentiment d'étouffement par l'occupation des espaces-temps du quotidien ;
- l'impression de dépossession voire d'impuissance face à la fonctionnalisation croissante des lieux ;
- la fatigue et la souffrance du fait des pressions exercées sur les vies, en particulier des plus démunis.

Et ceci a été confirmé par une autre, enquête, menée en 2022, à partir d'entretiens longs auprès de 96 habitants de trois quartiers lyonnais et de trois quartiers montpelliérains : plus de 30 % des enquêtés disent vouloir s'éloigner des espaces densément peuplés et artificialisés de ces métropoles[6].

2. Déterminations économiques et politiques historiques de la densité

Pour comprendre ce décalage entre les ambitions institutionnelles et la réalité des ressentirs, voire dynamiques en la matière - décalage que l'on retrouve encore tout récemment dans les travaux normatifs du CEREMA notamment[7] - on pourrait chercher du côté des habitus et éthos des praticiens comme des chercheurs, ayant généralement de telles densités pour habiter. Le décalage est en fait bien plus profond, les cultures de classe n'étant finalement que le stigmate actualisé de doctrines économiques et rationalités aménagistes de longue date installées. Il puise culturellement à des imaginaires largement institués, ceux de la prétendue supériorité des centralités, de leur urbanité, sur toute autre forme sociale et culturelle d'habiter. A de rares exceptions près[8], ce penchant est encore très présent dans nombre d'écrits de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques ou encore de la

---

[5] Faburel G. (coord.), Lévêque F., Berthelot K., Girault M., Ferreira L. et Nicolas C., 2019, *Vivre les « fournaises urbaines ». Enquête sur les vécus climatiques et les engagements écologiques dans les villes du sud de la France durant l'été 2019*, Rapport de l'UMR Triangle pour Notre Affaire à Tous, 62 p.

[6] *Habiter les métropoles en temps de pandémie. Des imaginaires sociaux et politiques de l'urbain en devenir ?*, UMR Triangle dans le cadre du programme Smartnights (Dir. Dominique Crozat).

[7] Alors même que 60 % de personnes de l'enquête, répartis selon urbain, périurbain et rural, ne sont pas favorables à de nouvelles constructions (et même 73 % des urbains), le CEREMA souhaite rendre acceptable la densité : « *Ainsi, pour mieux densifier les territoires, la stratégie n'est-elle pas de sensibiliser les citoyens et acteurs de l'aménagement à l'impact écologique de l'artificialisation des sols (même s'il y a eu ces dernières années une prise de conscience des enjeux d'adaptation au changement climatique) mais également de montrer les différents modes de densification possibles, dans des contextes variés, selon le principe que "l'on accepte mieux ce que l'on connaît déjà" ?* ». Belle technique de gouvernement. https://www.cerema.fr/fr/actualites/nature-densite-usages-attentes-habitants-espaces-verts

[8] Cf. par exemple les travaux d'anthropologie d'Eric Chauvier sur les petites villes, ou encore, plus quantitatifs, les travaux sur le péri-urbain d'Olivier Piron ou encore d'Eric Charmes.

philosophie[9], ainsi que dans les mondes de l'urbanisme et de l'aménagement, dorénavant abrités par les prétendues vertus écologiques de la densité.

Or, toute densification poursuit, par-delà brassage et culture toujours socialement construits[10], quelques intérêts d'abord économiques et politiques. Et ceci depuis l'apparition des premiers groupements proto-urbains. Largement implantés dans les pensées de la décision mais jamais véritablement mis sur le tapi, ces intérêts aveuglent aujourd'hui sur le problème selon nous véritablement posé : celui de la taille devenue humainement et écologiquement clairement démesurée des grandes villes fleuron de la métropolisation, et que l'on souhaiterait encore plus densifier pour lutter contre l'artificialisation.

Densifier a en fait de tous temps servi d'abord et avant tout échanges et rendements, habillés des termes de commerce et d'innovation, avec depuis plus de deux siècles des intérêts capitalistiques bien installés, ceux du productivisme fossile et marchand, et depuis justement 50 ans - période de la mondialité urbaine, de la néo-libéralisation métropolitaine elle-même annoncée il y a quelques temps[11] - des effets exponentiels d'exploitation-extraction d'un côté et, de l'autre, de rente foncière et immobilière par fluidification et financiarisation de l'économie de marché[12]. La rente immobilière d'Ile-de-France pèse par exemple 30 milliards d'euros annuellement. Et oui, avant de faire culture, la densité est fille de l'économie, avec une société faite à sa main. D'ailleurs, un brin contrariée, la Banque mondiale n'affirmait-elle pas lors de la pandémie que la densité n'était pas un problème[13], tandis que Nexity et Vinci clamaient « Vive la densité urbaine ! » après le premier confinement[14].

Et plus encore lorsqu'il s'agit des discours institutionnels, densifier a également de tous temps permis aux gouvernements et aux institutions de se construire et de s'affirmer, de se reproduire et de prospérer, puisque l'agglomération justifie administration des corps et règles de conduites[15]. Les Etats et leurs institutions sont d'ailleurs nés des villes, se sont déployés dans et par les villes, à de rares exceptions près, comme en Ukraine ou en Moldavie durant l'Antiquité[16]. Le sol n'est donc pas, là non plus, matière inerte. En plus d'être substrat économique, il est terreau du politique[17] (et accessoirement creuset principal de notre propre habiter). Il eut donc été étonnant en cette période de débats intenses sur le ZAN que le recul soit pris sur la densité par les instances stato-centrées ; de même qu'il eut été troublant de voir la recherche très métropolitaine enfin apposer le regard sur le devenir social et plus encore écologique des grandes villes et de leurs densités[18]. Au mieux, mais non sans grandes limites

[9] Thierry Paquot, 2015, « Urbanité, diversité, altérité : la devise de la cité idéale ? », *Télérama*, 7 juin 2015 (actualisé le 26 février 2021)

[10] Manuel Castells, 1972, *La Question urbaine*, éditions François Maspero.

[11] Georges-Hubert de Radkowski, 2002, *Anthropologie de l'habiter. Vers le nomadisme*, Presses Universitaires de France

[12] David Harvey, 2020 (1982), *Les Limites du capital*, éditions Amsterdam ; Renaud Duterme, 2020, *Petit manuel pour une géographie de combat*, La Découverte.

[13] Somik Lall et Sameh Wahba, 2020, « Pas de mythe urbain : construire des villes inclusives et durables dans le cadre de la reprise après la pandémie », Banque mondiale, BIRD-IDA.

[14] Cécile Maisonneuve, 2020, « Vive la densité urbaine ! », *La fabrique de la Cité*, 20 août.

[15] James C. Scott, 2019, *Homo domesticus. Une histoire profonde des premiers États*, La Découverte.

[16] David Graeber et David Wengrow, 2021, *Au commencement était. Une nouvelle histoire de l'humanité*, Les liens qui libèrent.

[17] Pierre Blanc, 2020, *Terres, pouvoirs et conflits*, Presses de Sciences Po.

[18] Cf. absence notamment lors du colloque du Popsu « Pour des métropoles résilientes. Métropoles en transitions cherchent trajectoires territoriales », en janvier 2021.

sur les apports de l'anthropologie du vivant, nous trouvons quelques questionnements parfois[19].

3. Effets sociopolitiques et économiques de la densité métropolitaine

Le régime métropolitain de l'urbain dans lequel nous sommes entrés depuis quelques années se caractériserait, dit-on, par une dématérialisation grandissante des économies. Il se singularise surtout par une artificialisation croissante de tous les espaces, au profit de la croissance des polarités métropolitaines, dans le cadre d'une compétition urbaine globalisée[20]. C'est ainsi que la métropolisation d'aujourd'hui présente partout le dessein contemporain croisé des deux champs historiques d'intérêt rappelés ci-dessus : un dessein économique planétaire (attirer, polariser, accumuler), un dessein politique partagé (concentrer, ériger, concurrencer). Et de ce fait, elle présente non moins partout trois visages géographiques totalement emboîtés, à ce jour surtout admis dans les mondes anglo-saxons :

- non seulement l'extension des agglomérations (le fameux étalement qu'il serait devenu impérieux de combattre),
- mais également la concentration de certaines populations en leur cœur (du fait de la polarisation économique et de la sélection par la rareté)[21],
- et l'exploitation du vivant partout ailleurs (pour satisfaire des besoins à ce point regroupés)[22].

Voici rappelé l'effet de la dialectique propre au capital, fabriquant consubstantiellement, dans une belle unité, concentration et étalement, métabolisme urbain et extractivisme périphérique (avec hectares fantômes et territoires servants)[23], et faisant dans le même mouvement de nos habiter de la terre des rendements très lucratifs par l'urbanisation, au détriment d'autres formes d'habiter, de la petite paysannerie notamment (cf. exodes ruraux forcés[24]). Pourquoi alors défendre l'une, les centralités existantes, que l'on voudrait encore plus densifier par surélévation des habitations notamment, alors même que participant simultanément de l'étalement ? De même, pourquoi défendre les terres agricoles comme espaces non artificialisés si elles sont exploitées selon des procédés qui participent très majoritairement

---

[19] Cf. par exemple Antoine Brès et Laurent Devisme, 2020, « L'urbain, à ses limites ? », in Félix Adisson, Sabine Barles, Nathalie Blanc, Olivier Coutard, Leïla Frouillou et Fanny Rassat (dir.), 2020, *Pour la recherche urbaine*, p. 125-139.

[20] Guillaume Faburel, 2018, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, le Passager clandestin.

[21] Deux réalités, concentration et extension, dont l'articulation est bien admise (Neil Brenner & Christian Schmid, 2015, "Towards a new epistemology of the urban?", *City*, 19:2-3, 151-182), mais surtout qui a été tôt montrée (Henri Lefebvre, 1970, *La révolution urbaine*, Gallimard).

[22] David Harvey, 2020 (1982), *Les Limites du capital*, Amsterdam. Henrik Ernstson, Erik Swyngedouw (eds.), 2019, *Urban political ecology in anthropo-obscene. Interruptions and possibilities*, Routledge, Questioning Cities Series.

[23] "Our urban fate and the transformations of socionatures across the world are irrevocably bound up in an intimate and intensifying metabolic symbiosis. It is indeed precisely because these deteriorating socio-ecological conditions could very well jeopardize the continuation of civilization as we know it, that urban metabolism has been elevated to the dignity of a global public concern - and where strong mechanisms of consensus-making and depoliticization set in." (Henrik Ernstson, Erik Swyngedouw (eds.), *op. cit.*, p. 7)

[24] Pierre Bitoun et Yves Dupont, 2016, *Le sacrifice des paysans. Une catastrophe sociale et anthropologique*, L'Échappée.

aussi, par mécanisation et automatisation, de l'artificialisation du monde[25], et ce à des fins très urbaines d'alimentation[26] ?

Plus encore, dans cette longue épopée de la densité comme œuvre civilisationnelle de l'humanité, nous savons depuis plus d'un siècle par exemple que la grande ville, par sa grosseur ainsi que par la densité pour notre citadinité, dépossède les habitants de leurs capacités d'action par la taille de peuplement, la rationalisation des fonctions et la délégation des choix à la spécialisation[27]. Peut-on encore croire faire communauté politique et ce faisant monde commun autrement que par le marché à plusieurs centaines de milliers voire millions d'habitants toutes et tous agglomérés, alors même qu'il s'agirait de faire démocratie directe et plus encore contrôle social des choix d'aménagement en renouant avec la proximité et la familiarité, et ce faisant avec de bien plus petites unités de fonctionnement et plus encore de vie ? Sur un simple plan arithmétique, Aristote n'affirmait-il pas il y a quelques temps déjà dans *L'Éthique à Nicomaque* que si dix hommes ne sauraient constituer une Cité, cent mille ne sauraient non plus en former une, ne pouvant tout simplement plus converser entre eux et ainsi faire démocratie ? L'anthropologue britannique Robin Dunbar montre quant à lui bien plus récemment que pour une véritable interconnaissance, des relations stables de confiance et une réciprocité, le nombre plafond du groupement devrait tout au plus être de 150.

De même, nous savons depuis maintenant plus de 30 ans que la métropolisation évince des pans entiers de nos sociétés par le renchérissement immobilier, du fait évident de la rareté des espaces à ce point occupés, polarisés, régulés par le marché et les mieux dotés[28]. Peut-on encore croire faire justice en voulant toujours plus attacher nos vies à cette centralité sélective avec « Ville du quart d'heure » ou encore quelques plafonnements de loyer, alors même que c'est de débranchement et plus encore de polycentralité dont nous aurions maintenant grandement besoin, humainement, écologiquement ? Tout ceci sans même parler de la fameuse crise du logement à laquelle il faudrait, par principe justement, selon les discours plus ou moins militants dans les grandes villes principalement, répondre par la construction de centaines de milliers d'habitations, alors même que plus de 3 millions de logements vacants[29] et plus de 3 millions de résidences secondaires des métropolitains les mieux lotis dorment tranquillement, mais ailleurs que dans les grandes densités.

Voilà pour les cultures se disant progressistes, avec leur vision irénique de la masse, mais qui sacrifient le vivant et sa crise à celle du logement, crise du logement qui, en France, loin de renvoyer à une pénurie est d'abord, pour ne pas dire uniquement, une question de répartition[30].

---

[25] Jean-Marc Offner, 2022, « ZAN, contre-enquête. De l'impasse légaliste de l'arithmétique foncière à l'ambition régulatrice de la gouvernance des sols », Revue *Urbanisme*, rubrique Débat, 22 août.

[26] Officiellement, l'artificialisation est de 9,3 % de la superficie hexagonale (manteau bâti, sols imperméabilisés, zones industrielles et minières, zones d'activités commerciales, ensemble des infrastructures, notamment de transport). Toutefois, alors même que la définition donnée par le législateur est « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques* », elle écarte bien sûr tous les hectares de culture nécessaires à nos modes de vie très urbains. Juste pour exemple, en ajoutant les surfaces cultivées par l'agriculture industrielle (plus que nécessaire à nos vies regroupées et à nos régimes alimentaires), l'artificialisation ne représente pas 9,3 mais 46 % de la surface hexagonale.

[27] Georg Simmel, 2013 (1903), « Métropoles et mentalité », *in Les Grandes Villes et la Vie de l'esprit*, Paris, Payot.

[28] Anne Clerval, Antoine Fleury, Julien Rebotier et Serge Weber, 2015, *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; Marie Chabrol, Anais Collet, Matthieu Giroud, Lydie Launay, Max Rousseau et Hovig Ter Minassian, 2016, *Gentrifications*, Editions Amsterdam.

[29] Observatoire des territoires, 2022, *Part des Logements vacants en 2014*, Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

[30] Yankel Fijalkow et Bruno Maresca, 2022, *L'archipel résidentiel. Logements et dynamiques urbaines*, Armand Colin.

4. L'insoutenable légèreté écologique de la densité métropolitaine

Puisque nous abordons la crise du vivant, nous voilà parvenu à l'argument d'autorité pour tout zaniste qui se respecte. La densité serait bonne pour l'environnement. Et pourtant, il est, enfin, lentement mais sûrement admis que la densité est loin d'être bonne conseillère écologiquement, que ce soit notamment par effet de surconsommation énergétique en raison de l'envergure des concentrations[31] ou simplement par déliaison de la terre avec vies hors-sols, territoires servant et exploitations partout sur terre[32]. Nous savons par ailleurs que les métabolismes métropolitains ont déjà, par leur taille, largement franchi un point de non retour que ce soit par l'inertie des équipements dans le régime climatique arrivant, ou plus prosaïquement mais très éloquemment par le poids de toutes les constructions et de tous les matériaux utilisés (i.e. phénomène d'enfoncement qui pourrait affecter d'ici 2040 19 % de la population mondiale[33], avec Bordeaux notamment dedans[34]). Peut-on dès lors sérieusement croire que la densification est la solution ? Construisons en matériaux bio-sourcés et géo-sourcés, par un autre BTP, celui du Bois-Terre-Paille-Pierre, et nous verrons si la densité visée n'est pas d'abord une question de matérialité (et de procédés - techniques).

Peut-on également espérer dans la renaturation de la densité ou dans toutes les techniques écologiques de rafraîchissement lorsqu'en période caniculaire les cœurs urbains subissent, en comparaison des campagnes environnantes, des différences de température moyenne de 2 °C (villes de moins de 1 000 habitants) à 12 °C (métropoles millionnaires), en raison de leur morphologie, de leurs matériaux, de leurs activités ainsi que de leur faible aération[35] ? Il est vrai que, en période caniculaire toujours, une terre herbagée de haute taille affiche des températures de moins de 20 °C, si l'herbe y est rasée 25 °C, une terre nue 30 °C et une terre asphaltée… 60 °C. Ou encore lorsque le Fonds monétaire international annonce, à l'horizon de la fin du siècle cette fois-ci, que 74 % de la population mondiale vivra des canicules mortelles plus de 20 jours par an, voire de trois à six mois à plusieurs endroits ?

Alors que l'on nous parle dorénavant à longueur de temps de relocalisation des activités de production et de souveraineté alimentaire, peut-on croire faire autonomie par l'agriculture urbaine lorsque, pour ce faire, il faudrait, exemple parmi tant et tant d'autres, pour l'Ile-de-France six fois sa superficie (i.e celle de la région Occitanie) ? Des calculs ont été engagés à l'échelle de la Métropole de Lille, quatrième métropole la plus peuplée de France ayant toutefois 46 % de superficie totale déjà occupée par l'agriculture. Un régime vegan imposerait de faire encore venir 30 % de l'alimentation depuis l'extérieur[36]. Plus largement, le métabolisme de Bruxelles par exemple ne permet de satisfaire que 3 % de ses besoins en matériaux, énergie, alimentation…[37].

---

[31] Philippe Bihouix, Sophie Jeantet, Clémence de Selva, 2022, *La Ville stationnaire. Comment mettre fin à l'étalement urbain*, Actes Sud.

[32] Guillaume Faburel, 2020, *Pour en finir avec les grandes villes. Manifeste pour une société écologique post-urbaine*, Le passager clandestin.

[33] Gerardo Herrera-García et *alii.*, 2021, « Mapping the Global Threat of Land Subsidence », *Science*, 371 (6524): 34-36.

[34] Il est vrai qu'avec 1 100 milliards de tonnes, la production humaine, majoritairement urbaine, pèse désormais plus lourd que… la biomasse (contre 3 % au début du XXe siècle, pour 1,6 milliard d'habitants).

[35] Tim R. Oke, 1988, « The urban energy balance », *Progress in Physical Geography: Earth and Environment*, Vol. 12, Issue 4, p. 471-508. Voir également sur le sujet Laurence Eymard, 2020, « Canicule et urbanisme : arrêtons de densifier nos villes ! », *The Conversation*, 20 juillet

[36] Voir Sabine Barles et Marc Dumont, 2021, *Métabolisme et métropole. La métropole lilloise, entre métropolisation et interterritorialité*, Editions Autrement.

[37] Aristide Athanassiadis, 2022, « Villes et limites planétaires. Espoirs ou illusions ? », Les entretiens du nouveau monde industriel 2022 : *Organisation du vivant, Organologie des savoirs*, 16 décembre, Paris.

Tout ceci sans même parler que la végétalisation contribue très directement, par sélectivité sociale de la rente, à la gentrification sur les marchés immobiliers[38], ou encore, dans un tout autre registre, qu'il faut plusieurs décennies pour restaurer, sans intrant chimique, le potentiel organique d'un sol qui a durablement été asphalté, ou encore que, à ce jour, 30 % des jardins familiaux ou partagés à Nantes, Lille, Paris ou encore Marseille sont pollués au plomb, au zinc, à l'arsenic.

De tels effets, que nous aurions pu développer sans fin, participent directement au désamour susmentionné des densités, celui finalement de formes de vie des centralités urbaines dont on souhaiterait encore accroître la dynamique - de même que les généraliser à d'autres strates urbaines (cf. diffusion des recettes métropolitaines par les programmes Opération cœurs de villes, petites villes de demain…). Par delà types d'emplois et formes de cultures assez largement imposés, la densité est en fait vécue depuis maintenant un certain temps comme un contact permanent à des lieux fermés et pollués, une absence d'ouvertures et d'espaces de nature, une promiscuité non désirée avec pour seul exemple d'effet dernièrement mis en lumière, mais oh combien essentiel pour les santés physique et psychique, le dégagement de la vue comme vertu première de tout ressourcement, de tout imaginaire[39] et dont il est tout simplement impossible de bénéficier à toutes et tous êtres agglomérés. C'est d'ailleurs dans les villes de plus de 100 000 habitants que le sentiment de solitude est aujourd'hui le plus important[40], lorsque dans le même temps les études indiquent clairement que le contact quotidien à la nature, impossible dans l'artifice des grandes agglomérations, réduit considérablement un tel sentiment[41].

Et ceci vaut également, logiquement, pour les espaces périurbains que d'aucuns souhaiteraient maintenant densifier. Voilà, parmi tant et tant d'autres, ce qui ressort depuis quelques temps maintenant d'enquêtes sur les vécus de la densification, en l'occurrence ici dans les pourtours de Lyon en 2015 :

- les opérations de densification véhiculent des imaginaires urbains négatifs, avec dedans au premier chef un sentiment de dépossession de l'environnement de vie, voire une sensation d'éviction dans la construction du devenir territorial,
- alors même que ce qui est recherché est un apaisement trouvant à se réaliser dans les sociabilités villageoises et dans une proximité avec la nature, donc une aspiration à un autre habiter, matériellement et humainement moins dense que celui des cœurs métropolitains[42].
- Terre & Cités, Terres en villes

Mais de tout ceci point de présence dans les débats du moment, qui plus est lorsque, telle l'OCDE, des organisations internationales, aidées en cela par des acteurs métropolitains[43], continuent de parler de moindre impact environnemental des grandes agglomérations, sans tenir compte des hectares fantômes et esclaves énergétiques des consommations métropolitaines ou encore en ne parlant que de taux de motorisation des ménages lorsqu'il

[38] Anguelovski, I., Connolly, J.J.T., Cole, H. *et al.*, 2022, « Green gentrification in European and North American cities », *Nat Commun*, 13, 3816.
[39] Cynthia Fleury et Antoine Fenoglio, 2022, *Ce qui ne peut être volé. Charte du Verstohlen*, Gallimard.
[40] Données 2020 de la Fondation de France sur les solitudes en France.
[41] Hammoud, R., Tognin, S., Burgess, L. *et al.*, 2022, "Smartphone-based ecological momentary assessment reveals mental health benefits of birdlife", *Scientific Reports*, 12, 17589.
[42] Clémence Fagot, Fanny Herda, Adrien Papin, Margaux Salvetti, Amel Sedrati et Julie Soullard, 2015, *La densification vécue dans les espaces périphériques de l'agglomération lyonnaise,* atelier de Master 2 université Lyon 2, pour l'Agence d'urbanisme de Lyon et le Syndicat Mixte d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise.
[43] Vincent Fouchier, 2022, « Les métropoles limitent l'impact environnemental de la population des pays de l'OCDE », Revue *Urbanisme*, novembre.

s'agit de mesurer les impacts des mobilités, sans intégrer les kilomètres parcourus par prescription métropolitaine des comportements, par exemple en avion[44].

5. Géographie alternative de et par l'autonomie

De ce qui précède sur la densité - désamour installé, détermination par le marché, insoutenabilités humaine et écologique - il est de plus en plus clair que ce dont nous avons besoin pour habiter un peu plus durablement la terre est de s'engager dans un autre paradigme de pensée : non pas concentrer mais l'opposé, déconcentrer pour alors par un peu plus de capacités d'autonomie décroître nos empreintes. Ce qui implique au premier chef de rétrécir les groupements et de réduire l'empan de leurs cœurs battant : les grandes centralités.

En fait, si l'on croise un peu sérieusement les données de nos pressions écologiques avec celles des limites planétaires allègrement franchies, l'empreinte moyenne de chaque français va devoir être divisée par quatre à six pour, notamment, prétendre à la neutralité carbone à horizon de 2050. Pour ce faire, loin du durabilisme gestionnaire (qui nous laisse croire à l'illusoire compatibilité écologique de l'habiter urbain) ou encore au techno-solutionnisme ambiant (qui nous attache à l'illimitation en surveillant toujours plus nos comportements), l'autonomie - tout à la fois autosubsistance et autogestion - est le seul moyen de réduire nos pressions, en rapprochant nos productions de nos consommations, au plus près des écosystèmes et de leurs ressources qu'il conviendrait de préserver avec un peu plus d'acuité et de responsabilité. Face à la descente énergétique et des matières, ainsi qu'à la dévastation du vivant, c'est le seul moyen de prétendre réellement faire sobriété en rendant chacune et chacun moins dépendant de tous les dispositifs techniques, économiques et urbanistiques qui ont, d'abord, déterminé nos formes de vie à partir de l'urbain générique, et artificialisé les modes de vie depuis la ville[45].

Or, sans pour autant bien sûr oublier de considérer nos interdépendances sociales et quelques-unes de nos libertés[46], on l'aura compris, cette autonomie est irréalisable dans une grande ville, non seulement par sa visée d'accumulation, sa symbolique d'illimitation, l'incitation à toutes les consommations, ou encore de toutes les délégations de pouvoir offertes aux savoirs spécialisés (*supra*), mais également en raison de l'asphalte et du béton[47], donc de sa propre matérialité durablement installée, de sa propre artificialisation jamais mise en discussion. Nous n'avons en fait pas d'autre choix que de bifurquer en débranchant quelque peu le *deus ex machina*, comme nombre d'alternatives périphériques ont commencé à le faire (*infra*) mais également certains espaces périurbains[48] que l'on voudrait pourtant maintenant stopper alors

---

[44] OCDE, 2021, *Addressing COVID-19 and Moving to Net Zero Greenhouse Gas Emissions*, OECD Regional Outlook.

[45] Un Français a à ce jour en moyenne besoin de 47 000 m^2 pour satisfaire toutes ses consommations (alimentaires, énergétiques, constructives...) et chacune de nos vies occidentalisées très urbaines a besoin d'un équivalent quotidien de 427 esclaves énergétiques (i.e. énergie nécessaire à la satisfaction quotidienne de nos besoins ramenés à la force moyenne d'un adulte en capacité).

[46] Aurélien Berlan, *Terre et Liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, La Lenteur, Saint-Michel de Vax, 2021.

[47] Anselm Jappe, 2020, *Le béton. Arme de construction massive du capitalisme*, L'Échappée.

[48] Guillaume Faburel et Mathilde Girault, 2019, « Expériences ordinaires de la grande ville et imaginaires de l'urbain généralisé. La décroissance urbaine peut-elle figurer une utopie concrète ? », *in* L. S. Fournier, C. Bernié-Boissard, Cl. Chastagner, D. Crozat (dir.), *Utopies culturelles contemporaines*, Presses Universitaires Aix-Marseille, p. 29-47.

même qu'ils accueillent plus de 15 millions de français[49]. Il serait enfin temps de remiser la passion de la puissance économique et politique pour la densité, en déconcentrant mais également et plus encore en décentralisant véritablement, tout ceci en espérant que d'autres cadres de vie permettront rapidement de changer quelques habitudes de vie[50] et sachant dans le même temps que, loin de ce que l'on prétend, la France est loin d'être menacée par une artificialisation massive[51].

Mais alors comment passer de l'ère de taire l'inconséquence de nos écologies urbaines à l'âge du faire d'autres géographies, post-urbaines, sans pour autant rétrécir la société, sans assigner à résidence les plus démunis et sans oublier cette fois-ci la multi-naturalité de toutes les communautés, y compris biotique ?

Comme effleuré ci-dessus, cette autre géographie, autrement écologique, est en fait d'ores et déjà en gestation, à bas bruit, logiquement depuis les périphéries. Sous condition de révision de quelques comportements, particulièrement ceux liés à nos mobilités, à la connectivité et aux divertissements, les espaces plus ouverts, ceux des campagnes, offrent bien d'autres possibilités, largement invisibilisées par les débats urbano-centrés (et leur difficulté remarquée à normer certains termes, avec leurs coefficients en la matière, que ce soit de biotope, de sol nu ou de pleine terre). En France, cela implique directement les potentialités offertes par les espaces des treize mille petites villes et petites villes de proximité, bourgs et villages centres, auxquels il faut ajouter les milliers d'autres villages, hameaux et lieux-dits : néo-ruralités qui connaissent leur septième vague d'installation, néo-paysanneries dynamiques, enclaves décentralisées (notamment zones à défendre), communautés intentionnelles ou existentielles critiques, éco-lieux et fermes sociales… S'y déploient permaculture et autosubsistance vivrière, chantiers participatifs et auto-construction bioclimatique, épiceries sociales ambulantes et médiathèques villageoises itinérantes, fêtes locales et universités de savoirs autonomisant...

Voilà bien, sur pas moins de 30 % du territoire hexagonal, l'effervescence qui pourrait, si elle était reconnue comme option sérieuse pour nos devenirs écologiques en situation de dévastation du vivant et de chaos climatique, décemment contrecarrer l'artificialisation, avec dès lors le triptyque habiter (la terre), coopérer (par le faire), autogérer (de manière solidaire) comme autres communs que ceux, anthropocentrés, de l'urbain[52]. Voilà un nouvel entendement écologique pour notre géographie, celui prenant la mesure de notre démesure… urbaine, par des desseins un peu plus respectueux des fonctions nourricières du sol, vivrières de la terre, et ce dans le respect planétaire[53]. Un dessein post-urbain[54].

6. Déménager le territoire pour dédensifier par respect du vivant

Ainsi, compte tenu des empreintes et du poids environnemental de nos héritages géographiques, toute planification écologique digne de ce nom, et dont il est dorénavant tant question, n'a strictement aucun sens sans une rupture des pensées installées de la densité

---

[49] Le logement individuel est devenu majoritaire dans nombre de métropoles, telles Bordeaux, Lille ou Nantes.

[50] Tel même que c'est en train d'être montré pour des télétravailleurs « exilés » que certains croyaient perdus pour l'écologie : advenue de quelques pratiques de sobriété, de régimes alimentaires moins carnés, moins de vacances et de destinations éloignées, etc. Voir la thèse en cours de Laurent Assouly : *Les Pratiques de sobriété à l'ère d'un nouveau régime climatique*.

51 Eric Charmes, 2021, « De quoi le ZAN est-il le nom ? », *Fonciers en débat*, septembre.

[52] Guillaume Faburel, 2018, *op. cit.*

[53] Je renvoie pour un bien plus ample développement de cette géographie alternative à Guillaume Faburel, 2023, *Indécence urbaine. Pour un nouveau pacte avec le vivant*, Flammarion (coll. Climats).

[54] Voir le Mouvement pour une société écologique post-urbaine : www.posturbain.org

urbaine. Récit de l'urbanisation, régime territorial, transition intégrale, voilà bien ce qu'il conviendrait maintenant d'engager.

Longtemps appréhendés comme simples supports fonctionnels de bâtiments, d'équipements ou d'agriculture intensive, les sols devraient en fait être le creuset axiologique (valeurs) et pratique (usages) de formes reconsidérées de co-habitation avec le vivant, et ce à des fins de rémpaysannement. Voilà qui pourrait figurer autrement la fameuse transition vers la décarbonation des sociétés terrestres, simultanément sous l'égide de la rareté et de la sobriété, et ce loin des appels réitérés à la densité. A condition de ne plus faire de l'environnement une variable, urbaine, d'ajustement pour des desseins encore largement prométhéens - comme le ZAN en poursuit l'œuvre historique avec notamment le photoshopage du vivant (i.e compensation écologique) - mais plutôt le fondement de nos écologies de vie. Et ainsi d'une autre géographie, plus humble et responsable. Humanité, humus et humilité partagent la même racine latine.

A l'opposé de ce qui est proposé, cela requiert en fait d'intervenir directement sur les ressorts de l'attractivité urbaine car la ressource foncière n'étant pas infinie et la rareté étant le viatique premier du marché, densifier va juste continuer d'accroître la rente des polarités, la financiarisation des productions, avec quelques tris sociaux à la clef et la dévastation écologique encore augmentée. Il conviendrait, au strict inverse, de s'engager dans une véritable polycentralité, au sens politiste du terme, avec autonomie décisionnelle et autogestion des fonctions, et ce pour alors densifier exclusivement et de manière raisonnée… les petites unités. Et, loin de la logorrhée des savoirs de gouvernement continuant de vanter les multipolarités et leurs inter-territorialités[55] sans jamais intégrer les émergences écologiques d'aujourd'hui, qu'il s'agisse des rapports à la propriété foncière ou des activités alternatives de la terre, cette polycentralité autogestionnaire se nomme non pas réaménagement mais ménagement, et ce par le déménagement (du territoire), lui-même évoqué il y a maintenant plus de 50 ans[56]. Et cela est tout à fait plausible si l'on en juge des propositions très récentes[57].

Mais ceci est, on l'aura compris, contraire au croissancisme rentier jamais énoncé comme intérêt premier de la densité des centralités, dorénavant drapé du propos bienséant et totalement idéologique d'un compromis entre villes et campagnes[58], alors même que, depuis des siècles, les villes dépouillent les campagnes, pratiquement et symboliquement[59].

Le ZAN poursuit donc la rationalité aménagiste de la raison moderniste, la pensée du capital et de ses soutiens institutionnels (y compris de leurs savoirs de spécialité), pris dans la classe, la masse, la nasse, la trace de représentations fictionnelles et fonctionnelles, et surtout dans les médiations économicistes de la terre et des sols. Entre d'une part les techniques d'observation de l'artificialisation par le gouvernement central à distance de la planification et, de l'autre, la délimitation des périmètres de compensation (comme si l'on pouvait dupliquer la nature)... les débats d'aujourd'hui ne se prononcent jamais sur le devenir social et écologique de nos habiter concentrés, abrités qu'ils sont par les thuriféraires de la ville qui continuent de dénier

---

[55] Daniel Béhar, Sacha Czertok et Xavier Desjardins, 2022, *Zéro artificialisation nette : banc d'essai de la planification écologique*, Analyse Opinion Critique – AOC, 5 juillet

[56] Maurice Le Lannou, 1967, *op. cit.*

[57] Henri Landes, 2022, *Repeupler les campagnes. Comment organiser l'exode urbain pour répondre à l'urgence écologique*, éditions de l'Observatoire ; Guillaume Faburel, 2023, *op. cit.*

[58] Voir à ce titre de nouveau le programme Popsu, qui, se posant enfin la question des alternatives aux grandes villes, œuvre promptement à cette quête urbaphilique du compromis, singulièrement lorsqu'il s'agit d'étalement et d'artificialisation (cf. notamment Roelof Verhage, 2022, *Quand la Métropole cesse de s'étaler. Vers de nouveaux équilibres villes et campagnes à Lyon*, Ed. Autrement, coll. Popsu)

[59] Valérie Jousseaume, 2021, *Plouc pride. Un nouveau récit pour les campagnes*, Editions de l'Aube

tout problème de grosseur aux grandes[60] alors même que c'est bien de taille dont il s'agit[61]. Et qu'il est juste inconsidéré de poursuivre dans cette voie lorsque l'on parle sérieusement d'écologie aujourd'hui - même en substituant le terme d'intensité relationnelle à celui de densité fonctionnelle pour rendre prétendument acceptable la concentration. L'intensité relationnelle est un point de vue encore totalement anthropocentré, celui de l'humanité qui continue depuis les villes de se regarder le nombril, au détriment du vivant.

N'y aurait-il pas, d'abord, à déconstruire quelques imaginaires et croyances institutionnels de l'illimité et de sa démesure, quelques pratiques professionnelles encore lovées par le « capitalisme par projet » dans l'abondance voire l'opulence - le tout abrité par des discours prétendument progressistes de densification qui servent en fait de véhicule premier à l'économie de marché - pour alors reconsidérer par l'autonomie d'autres cultures sociales de la terre et ainsi notre propre habiter de la Terre, avec cette fois-ci une sobriété foncière à des fins écologiques un peu plus respectueuses du vivant ? Voilà ce que devrait être selon nous le questionnement premier de tout débat sur artificialisation et densité, sur planification et habiter. Pas vu passer.

[60] Cf. Conférence organisée par *Le Monde* en décembre 2021, « Qu'est-ce qu'une ville à taille humaine ? », en partenariat avec Veolia, Enedis et Toyota, et ce depuis Paris (sixième ville la plus dense au monde)

[61] Olivier Rey, 2014, *Une question de taille*, Stock ; « Chaque fois que quelque chose va mal, quelque chose est trop gros » (Leopold Kohr).